

Résolution du Congrès 2016 du Mouvement Ecologique

« Wéi e Lëtzebuerg fir muer ?

Quel Luxembourg voulons-nous pour demain? »

Le Congrès 2016 du Mouvement Ecologique

constate - par le fait de la croissance actuelle de la population et de l'économie ainsi que de celle pronostiquée par le gouvernement -

- que la pression exercée sur le marché du logement, l'importance des loyers et le prix d'acquisition des appartements ont atteint une ampleur irresponsable d'un point de vue socio-politique;
- que la situation globale du trafic, y compris les transports publics, et cela malgré le lancement d'initiatives très louables (investissements importants dans le développement des transports ferroviaires, transposition rapide du projet « tram » etc.), s'avère - e.a. au vu du nombre élevé de navetteurs (170.000 par jour) et d'une expansion urbaine diffuse - déjà aujourd'hui plutôt inquiétante et provoquera une situation pour le moins inextricable dès la prochaine nouvelle dégradation;
- qu'une réduction de l'occupation actuelle des sols (2 ha/jour) semble illusoire, surtout si le nombre des habitants et des navetteurs continue à progresser;
- que le recul de la biodiversité - e.a. dans le paysage ouvert - s'accroît inévitablement, malgré la transposition de mesures dans le cadre de la protection de la nature;
- que la fragmentation des milieux naturels et la pollution sonore ne cessent de s'aggraver, provoquant une perte des zones de récréation situées entre et au milieu des grandes agglomérations;
- que l'ampleur des conséquences de cette croissance, notamment dans le contexte d'investissements renforcés en termes d'approvisionnement en eau potable, de traitement des eaux usées, de protection de l'air, de réduction du bruit etc., n'est pas prévisible;
- qu'une croissance sans bornes sur une planète aux limites naturelles – le Luxembourg n'y échappant point – s'avère utopique et nullement souhaitable, car une croissance illimitée ne signifierait plus *prospérité* et *bien-être*;

regrette avec insistance

- que - malgré tous ces problèmes et conséquences pourtant évidentes - un débat fondamental sur le développement souhaitable du pays (Quel Luxembourg voulons-nous pour demain?, Quelle prospérité future voulons-nous pour le Luxembourg?) n'ait pas eu lieu;
- que l'étude „Rifkin“ - qui est censée préparer l'économie luxembourgeoise aux défis lancés par la révolution digitale et la protection du climat et des ressources - ne remette nullement

- le dogme de la croissance en question, au contraire: selon les dires du ministre de l'économie, son but serait de « permettre » au Luxembourg de croître encore davantage;
- que les inégalités sociales au niveau du partage des richesses entre les pauvres et les riches ne cessent de s'aggraver, malgré la croissance économique, non seulement au Luxembourg, mais dans le monde entier;
 - que l'actuelle refonte des plans sectoriels dans le cadre de l'aménagement du territoire continue à se baser sur une croissance effrénée (e.a. création de quelque 150.000 emplois d'ici 2060, vision d'une population d'un million);
 - que l'objectif du projet de la dite loi « omnibus » ne soit d'affaiblir l'importance de l'aménagement du territoire de manière considérable, ce qui renforcera le danger d'un développement urbain désorienté sur le plan national;
 - qu'une mobilisation renforcée des zones constructibles disponibles à l'intérieur du périmètre de construction (parcelles non construites à l'intérieur du milieu bâti) et du potentiel de développement des friches industrielles se fasse attendre;
 - qu'une *urbanisation tentaculaire* (lotissements souvent très éloignés des transports publics et des centres commerciaux) - au lieu d'un développement prioritaire ciblé des centres urbains - en soit la conséquence;
 - que notre modèle fiscal n'ait pas été repensé fondamentalement, bien que cette réorientation s'impose dans l'intérêt du développement durable et d'une meilleure compensation fiscale dans le cadre de la taxation inégale des facteurs emploi-capital-ressources;
 - qu'aucune discussion profonde et conséquente sur les modes de financement alternatifs de notre modèle social n'ait lieu, afin de libérer ce dernier de la spirale de la croissance;

invite le gouvernement, les partis politiques, les médias et la société (civile)

- à renforcer la thématization des conséquences induites par la croissance et à faire de ces mêmes conséquences LE thème qui marque l'actualité politique - au vu du caractère limité indéniable des ressources disponibles et des limites **naturelles** de notre planète (limites des émissions tolérables etc.);
- à engager un large débat bien structuré, à vocation honnête et démocratique, sur les visions de notre avenir et du « bien-être » au Luxembourg, et qui tient compte des limites de la croissance;
- à commanditer une analyse portant sur une réforme fondamentale du système fiscal, qui prend en compte une taxation plus forte du facteur « ressources » et un allègement fiscal des facteurs « emploi » et « volet social »;
- à engager une discussion sur la réduction de la dépendance de notre modèle social, qui est financé par la croissance économique, et à réfléchir sur les potentielles alternatives de financement (cf. étude publiée par la Chambre des salariés en 2010);
- à faire enfin avancer la réforme des finances communales, si souvent annoncée, et à prendre également en compte les critères d'aménagement du territoire lors de cet exercice;
- à englober - dans le cadre du dossier portant sur l'aménagement du territoire au Luxembourg (p.ex. programme directeur d'aménagement du territoire, plans sectoriels) – la dimension « Grande Région » et à renforcer, en général, sensiblement la coopération avec la

Grande Région, surtout dans le domaine des projets de développement économique (communs), afin de limiter à moyen terme la montée de la migration frontalière;

- à promouvoir de manière ciblée sur le plan régional - dans le cadre d'une discussion avec les communes – le développement d'un nombre *restreint* de centres de développement et d'attraction et à prioriser le développement au sein desdits contingents d'habitation ;
- à continuer à accorder la priorité au développement de la *Nordstad* et des friches industrielles (Mersch-Gare, Dudelange *Nei Schmelz*, Esch Terre Rouge, Wiltz ...), et à clarifier parallèlement la question de l'assainissement des sites contaminés sur la base du principe du pollueur-payeur;
- à promouvoir absolument la mobilisation des logements non habités et des terrains constructibles disponibles à l'intérieur des périmètres de construction (avant toute extension du périmètre d'agglomération, notamment par les dits contrats de terrains constructibles) et à thématiser davantage la responsabilité sociale rattachée à la propriété privée (réforme de l'impôt foncier, taxes sur les parcelles non construites à l'intérieur du milieu bâti, remembrement urbain, contraintes de construction...);
- à promouvoir le développement de l'habitat en milieu urbain existant;
- à mettre la qualité de vie au centre, en privilégiant des types d'habitations attractives qui économisent la superficie, et non des lotissements souvent tristes et « sans âme ». Pour y arriver, il faut adopter une politique qui favorise les courtes distances (habiter-travailler-se ravitailler), une nette revalorisation des espaces publics et sociaux, des concepts de création de zones vertes urbaines bien pensés, une densification ultérieure réfléchie du patrimoine de logements et des formes d'habitations innovantes (habitations multi-générationnelles ; communautés de maîtres d'ouvrage etc. ;
- à clarifier le rapport qui existe entre le droit de propriété et l'intérêt public en relation avec la situation sociale actuelle, dans le sens de la responsabilité vis-à-vis de la société (le cas échéant dans le contexte de la Constitution) ;

et accorde le mandat au conseil d'administration

pour orienter l'engagement du Mouvement Ecologique avec une priorité renforcée sur la question de la croissance dans les années à venir.

Les éléments principaux de la présente Résolution sont :

L'actuel développement démographique et économique du Luxembourg doit être remis en question, et cela à de nombreux égards :

- ✓ La poursuite du développement en direction du *Luxembourg à 1 million d'habitants* engendrerait des conséquences négatives considérables.
- ✓ Le lancement d'un vaste débat public sur les visions d'avenir de notre pays s'avère incontournable.
- ✓ Ce faisant, une analyse des moyens de financement d'un futur modèle sociétal, économique et social (!) - libéré de la spirale de croissance - s'impose, aussi dans le respect des intérêts légitimes d'une Grande Région.

- ✓ La croissance acquise doit être exploitée de manière optimale, par un aménagement du territoire bien conçu, par un développement prioritaire des agglomérations urbaines centrales, par une mobilisation prioritaire des terrains constructibles à disposition ainsi que des friches industrielles et des parcelles non construites à l'intérieur du milieu bâti.
- ✓ Une réforme durable digne de ce nom, et de la fiscalité et des finances communales - à l'appui des objectifs cités - devra faire partie intégrante d'une telle politique.